

S.A.R. LE PRINCE TURKI AL-FAISAL

Président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

M. de Montbrial, mesdames, messieurs, je suis très heureux d'être de retour en Corée. Entendre la présidente du pays ce matin prononcer un discours si important a été très instructif – tout comme il a été très stimulant d'écouter de telles paroles de sagesse. Quand je travaillais pour les renseignements, les agents provocateurs étaient toujours des cibles. Dans le monde du renseignement, vous pouvez parier que vous êtes également et toujours une cible. Je l'ai dit, si vous posez des questions provocantes, vous obtiendrez des réponses provocantes.

J'aimerais commencer par évoquer trois problèmes du Moyen-Orient, que tout le monde connaît. Le terrorisme, les conflits, et ce que je désignerais comme les vestiges de la période coloniale. On observe de fait de nouveaux développements qui ont à voir avec l'intervention militaire et les pratiques coloniales antérieures. En ce qui concerne le terrorisme, tout le monde parle du soi-disant « État islamique », qui n'est ni islamique ni un État. C'est l'avis non seulement du peuple saoudien mais également de la grande majorité du monde musulman. Toutes les études confirment que ce groupe n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés. Non seulement il voulait prendre en otage le monde musulman, mais également générer une grande confusion qui permettrait au conflit de s'éterniser.

Vous le savez, l'acronyme arabe pour ISIS est DAESH. Ceux qui parlent l'arabe savent que je les appelle fahesh. Fahesh est un mot arabe qui dérive de la racine fuesh, qui signifie littéralement « le pire du pire ». Je pense que nous devons continuer à les appeler fahesh, plutôt que de leur attribuer le nom prestigieux d'État islamique. C'est un aspect de la façon dont nous devrions traiter ces groupes qui est de ne pas leur permettre de se parer de descriptions exaltées dont ils se disent représentatifs. En termes de médias et de propagande, s'ils rencontrent du succès, quel qu'il soit, c'est parce que les gens ont accepté cette attitude ou cet aspect dont ils se réclament.

J'aimerais vous lire un extrait d'un discours que j'ai prononcé en septembre 2011 aux États-Unis auprès d'un public américain. À l'époque, j'ai dit la chose suivante : « en ce qui concerne les difficultés auxquelles se heurte notre région, il nous faut admettre que le terrorisme reste une menace importante. Néanmoins, ce n'est plus seulement Al-Qaïda qui lutte contre nous. Différents acteurs non étatiques émergents et résurgents progressent pour profiter des absences de pouvoir créées par la dérive des dynamiques politiques. La gouvernance en Libye, au Yémen, en Tunisie, en Égypte et en Syrie se trouve dans un tel état de précarité que cela crée les conditions idéales pour que des cellules terroristes s'installent et se lancent dans des actes désespérés, maléfiques et anarchiques. » C'est exactement ce qui se passe avec la montée de ces groupes.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Quand était-ce ? Quand avez-vous dit cela ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

En septembre 2011, juste avant que l'État islamique en Irak ne devienne l'État islamique en Irak et au Levant, ou en Syrie. Cela va continuer tant que nous ne traitons que les symptômes et pas les maladies elles-mêmes. fahesh est définitivement un symptôme. Le principal fléau dans la région, c'est la défaillance des États. Si on observe l'Irak, par

exemple, un vide a été créé après l'invasion américaine qui a complètement supprimé les institutions gouvernementales.

Par la suite, une Constitution a été mise en place en Irak et un gouvernement a été élu. La manière dont le système proportionnel et la division de la société irakienne ont été pensés dans la Constitution favorisait l'augmentation de certaines différences sectaires plutôt que leur réduction. On a observé un Premier ministre très sectaire qui, de manière ironique, a continué dès son investiture à bénéficier du soutien non seulement des États-Unis mais aussi de l'Europe et de l'Iran. Ce sont les actions de ce Premier ministre qui ont en définitive généré l'ascension de ces groupes qui ont profité de la marginalisation d'une grande partie de la société irakienne et de l'incompétence de ce gouvernement pour assurer la sécurité et les capacités des forces armées irakiennes. Une fois que fahesh a envahi le territoire depuis la Syrie, l'armée irakienne s'est effondrée et on a observé l'occupation de Mossoul et d'autres villes en Irak.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Comment expliquez-vous que les gouvernements occidentaux et, à ma connaissance, la plupart des systèmes de renseignements, aient été pris par surprise ? En juin de cette année, ils savaient que fahesh, comme vous l'appellez, était opérationnel, mais ils n'ont pas mesuré l'échelle et plus particulièrement la force de son organisation. En tant qu'homme intelligent et homme de renseignement, comment expliquez-vous cet état de fait ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Je ne pense pas pouvoir l'expliquer car il n'y a aucune raison pour ne pas voir combien ces groupes profitent des espaces laissés vacants. La mauvaise conduite des gouvernements de Damas et de Bagdad a généré une situation dans laquelle une grande partie de la population s'est retrouvée marginalisée et est donc devenue une cible de choix pour ces groupes. Comme je l'ai mentionné dans ma précédente déclaration de septembre 2011, on pouvait discerner qu'il allait y avoir un problème qui allait s'accroître plutôt que diminuer. Si les services de renseignements en Occident et ailleurs n'ont pas réussi à identifier cette menace croissante, il nous faut nous interroger sur leurs pratiques.

Assurément, dans notre région du monde, on pouvait voir où les choses allaient. Même dans les endroits concernés, en Irak, nombre de personnes envoyaient des avertissements aux officiels américains et à d'autres officiels en Europe. Ils disaient que la conduite du gouvernement de Bagdad allait initier ce type de situation en Syrie. Après les manifestations de mars 2011, on a pu voir les développements dans de nombreuses ambassades européennes, et nombre d'ambassadeurs là-bas, même l'ambassade américaine, alertaient leur gouvernement que la situation allait s'empirer en l'absence d'action. Et pourtant, l'Occident en général, et plus particulièrement l'Europe et l'Amérique, continuent de soigner le symptôme plutôt que la maladie elle-même.

La situation en Irak a changé en raison du changement de gouvernement. Vous avez un nouveau Premier ministre qui a offert au peuple irakien l'opportunité d'un gouvernement inclusif qui va accorder des responsabilités à toutes les tendances politiques et sociales du pays. Bagdad a pris le bon chemin. Malheureusement, en ce qui concerne Damas, l'opinion partagée en Occident, en Orient et en Amérique semble être que rien ne peut être fait contre le comportement intolérable de Bachar El-Assad à l'égard de son propre peuple. Plus de 200 000 Syriens ont été tués et la majorité d'entre eux ne l'ont pas été par fahesh, le Front Al-Nusra ou par d'autres groupes terroristes.

Non. La plupart d'entre eux ont été tués par Bachar El-Assad et ses partisans. Et pourtant, ironiquement, l'Europe contribue à la lutte contre fahesh. L'aviation qui bombarde fahesh est européenne, et d'autres forces aériennes viennent de Nouvelle-Zélande et d'Australie. Elles luttent contre fahesh en Irak, pas en Syrie. Pour quelqu'un qui vit dans la région, cela ne prête pas seulement à confusion mais c'est tout simplement impensable. C'est la même maladie, avec les mêmes symptômes et pourtant vous choisissez de ne traiter qu'une partie de ces symptômes et pas

une autre. Ce n'est pas seulement le royaume d'Arabie saoudite, mais d'autres pays comme la Turquie, la Jordanie et les États du golfe persique en général qui soutiennent la lutte contre fahesh.

Tous partagent une même croyance. Vous ne l'avez pas entendu seulement de ma bouche – je ne suis aucunement un représentant officiel – mais de la part de représentants officiels. Il y a quelques jours seulement, le roi Abdallah était à Washington, et il a déclaré que traiter fahesh ne suffit pas. Vous devez vous attaquer à la racine du problème, qui est la manière dont le gouvernement syrien marginalise et persécute la majorité de sa population.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Que préconisez-vous ? Vous parlez d'attaquer le problème à la racine. Que recommandez-vous ? C'est une question provocante et ma question est : ne pensez-vous pas qu'un accord avec l'Iran pourrait ou devrait représenter le début d'une solution pour rétablir l'ordre au Moyen-Orient ? Cela pose la question de l'attitude de l'Arabie saoudite vis-à-vis de l'Iran.

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Il ne s'agit pas uniquement de l'attitude de l'Arabie saoudite. Je pose cette question, peut-être de manière provocante. Vous pouvez sonder l'opinion de 100 % des Syriens pour savoir s'ils aimeraient que l'Iran participe à la solution au problème syrien. Je pense que plus de 80-85 % des Syriens vous répondraient que l'Iran est notre ennemi, parce que l'Iran a des troupes sur le terrain en Syrie, qui tuent des Syriens. Il a appelé ses alliés du Liban, d'Irak et d'autres régions du monde pour tuer des Syriens. L'Iran est devenu complice des crimes commis par le gouvernement de Damas. Inviter l'Iran à participer serait non seulement injuste mais aussi très cruel. Nous vivons dans un monde cruel, mais ce n'est rien en comparaison de ce qui se passe à l'heure actuelle en Syrie.

Le Royaume a toujours dit publiquement et en privé à ses voisins iraniens : « Vous devez arrêter d'interférer avec les affaires arabes. » Si on observe la ceinture qui inclut le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, un lien très étroit existe entre l'intervention iranienne dans ces pays et l'insécurité et l'instabilité. Dans le cas de l'Irak et de la Syrie, il y a l'attitude outrageusement meurtrière de gens qui sont soutenus par l'Iran. Si l'Iran cessait ses ingérences, plus rien ne nous retiendrait de coopérer avec ce pays

En septembre de cette année, notre ministre des Affaires étrangères a rencontré le ministre des Affaires étrangères iranien à New York. Même si le Royaume a invité le ministre à venir à Riyad depuis l'élection du président Rouhani, celui-ci n'a pas jugé bon de trouver le temps de le faire. Néanmoins, tous deux se sont rencontrés à New York et je vais formuler une hypothèse, même si je n'étais pas présent à cette rencontre. Notre ministre des Affaires étrangères a dit au ministre des Affaires étrangères iranien quelles étaient les doléances de l'Arabie saoudite. Et je ne doute pas que le ministre iranien des Affaires étrangères a dit lui aussi au ministre saoudien quelles étaient ses doléances. Espérons qu'une fois leurs idées et doléances échangées, ils soient à même de trouver une formule qui leur permette d'aboutir à un résultat raisonnable.

Néanmoins, il n'y aura pas d'avancée tant que les Iraniens n'arrêteront pas de tuer des Syriens et de soutenir ces milices qui vont tuer d'autres personnes. On l'observe en Irak, à l'heure actuelle, où les milices chiites soutenues par l'Iran sont supposées lutter contre fahesh. Elles vont dans les villes de la province d'Anbar, éliminent fahesh puis éliminent la population de ces villes. C'est inacceptable, non seulement pour l'Arabie saoudite mais aussi pour d'autres pays. Une telle attitude de la part de l'Iran est intolérable. C'est ce que le Royaume a proposé aux Iraniens.

Pour l'heure, le président Rouhani a dit beaucoup de bonnes choses en public, arrivant comme un représentant élu et modérée de la société iranienne. Néanmoins, dans les faits, l'Iran conserve la même attitude et poursuit les mêmes actions dans les pays arabes que le gouvernement précédent de M. Ahmadinejad.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Qu'en est-il des autres acteurs de la région ? Je songe à la Turquie, à l'Égypte, à Israël.

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Israël reste une force d'occupation. C'est un pays qui continue sa colonisation de la Palestine, pas seulement avec l'expansion des soi-disant peuplements. Je préfère les désigner par le terme de colonies. Se pose aussi la question du traitement de sa propre population de Palestiniens. On observe l'augmentation des violences dans les territoires occupés à Jérusalem et ailleurs, et même dans le territoire israélien à proprement parler. Comment espérer autre chose, quand un peuple se sent opprimé et que ses droits ne sont pas garantis ? Il se tourne vers la violence, car c'est la seule manière dont il pense pouvoir s'affranchir de cette oppression.

Et pourtant, le monde arabe a proposé à Israël ce que je considère comme une solution juste et équitable. Elle consiste en la création de deux États, sur les frontières définies en 1967 et prévoit le retour des réfugiés par le biais d'une négociation. Elle prévoit la fin des hostilités et de la guerre entre Israël et pas seulement le monde arabe, mais aussi l'ensemble du monde musulman. Depuis que cette proposition a été faite en 2002, aucun gouvernement israélien ne l'a acceptée, ne serait-ce que pour dire, « ok asseyons-nous et négocions ».

On a entendu de la part de plusieurs dirigeants israéliens, Shimon Perez par exemple, que cette proposition intègre des aspects positifs. Pourtant, aucun n'est venu pour dire : « Voyons ce qu'on peut faire à ce propos. » À moins et sous réserve qu'un gouvernement israélien au pouvoir en Israël n'accepte cet accord, les arabes continueront de ne pas faire confiance aux intentions israéliennes car ils constatent l'expansion des colonies en Cisjordanie. Il appartient aux dirigeants israéliens de prendre cette décision.

Je lisais aujourd'hui la presse. Le ministre du Logement en Israël a participé à une conférence comme celle-ci en Amérique. Il a déclaré : le problème palestinien pourrait ne pas être résolu. Et alors ? Il y a tant de problèmes dans le monde qui n'ont pas été résolus ». Je cite ses propos. Il a poursuivi en déclarant « Peut-être que dans quarante ans, nous annexerons la Cisjordanie, comme nous avons annexé Jérusalem et le plateau du Golan. » C'est un ministre d'un gouvernement en place qui déclare qu'il souhaite négocier une solution bipartite.

Imaginons maintenant qu'un interlocuteur du côté palestinien, disons du gouvernement de M Abbas, déclare : « Non, dans cent ans nous allons expulser les israéliens vers la mer. » Il y aurait une vague d'indignations, pas seulement des Israéliens, mais aussi des dirigeants américains et européens, et d'ailleurs. Et pourtant, personne ne relève les déclarations d'Israël. Je pense qu'il y a ici deux poids deux mesures et que cela doit d'être réglé par les Européens et les Américains.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Et puis il y a la Turquie.

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Je suis heureux que vous la mentionniez. La Turquie est un acteur important dans notre région, historiquement, culturellement et même en termes de liens familiaux. J'ai du sang turc qui coule dans mes veines. Ma grand-mère était

circassienne, elle est née et a grandi en Turquie, et ma mère est née en Turquie. C'est le genre de relations que beaucoup d'Arabes ont avec la Turquie. Néanmoins, des problèmes demeurent avec la Turquie du point de vue saoudien.

Nous pensons que la Turquie doit contribuer à la stabilité et à la paix dans la région. Je parle uniquement de la question syrienne, où le gouvernement turc et nous-mêmes sommes d'accord sur les causes qui sont à la racine. La suppression du gouvernement de Bachar El-Assad est nécessaire pour parvenir à une solution. Néanmoins, nous différons avec la Turquie sur d'autres questions. Elle maintient une attitude très hostile à l'égard du gouvernement égyptien actuel, par exemple. Au contraire, nous pensons qu'il faut aider le gouvernement en place.

Espérons qu'avec la feuille de route élaborée après le départ du précédent président égyptien, une nouvelle étape va être franchie par le peuple égyptien : l'élection du parlement. Le pays a élaboré une constitution qui, de l'avis de chacun, est relativement juste et inclusive. Un président a été élu et désormais la prochaine étape est d'élire un parlement. C'est la seule manière de garantir la stabilité et la sécurité du peuple égyptien. Le Royaume continuera de soutenir l'Égypte et il ne s'agit pas que du Royaume. Même aujourd'hui, je pense que l'Europe et l'Amérique se sont résolues à accepter ce nouveau facteur de leur relation avec l'Égypte.

Mis à part celui-ci, nous n'avons aucun problème avec la Turquie. Sa position sur la Palestine a toujours été satisfaisante et elle a essayé d'intervenir. Je me souviens qu'à un moment, elle a négocié une sorte d'accord avec Bachar El-Assad et l'ancien gouvernement israélien en 2008. Rien n'a abouti malheureusement. Nous allons continuer d'être d'accord avec la Turquie sur certaines questions et d'être en désaccord sur d'autres.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

On peut s'intéresser aux grandes puissances extérieures, qui se composent essentiellement des États-Unis, des Européens et de l'Union européenne dans une certaine mesure, et de la Russie. Certaines d'entre elles ont-elles une idée de ce qui devrait être fait ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Je pense que les Russes en ont une. S'ils ne savent pas ce qu'il faut faire, du moins disposent-ils d'une vision claire de ce qui ne doit pas être fait, notamment en Syrie. Nous continuons de dialoguer avec les Russes. Leur ministre des Affaires Étrangères nous a récemment rendu visite et notre propre ministre des Affaires étrangères s'est rendu en Russie. Lors du dernier G20, en Australie, notre prince héritier a rencontré M. Poutine. J'ai lu dans les journaux qu'ils avaient abordé des sujets comme la Syrie, le terrorisme, etc.

Peut-être que grâce à ces discussions nous pouvons espérer tirer profit de la position influente de la Russie en Syrie. Vous le savez, ce pays a contribué à Genève I et Genève II. L'un des aspects ironiques de Genève I et Genève II est que ces accords ont proposé la mise en place d'un gouvernement intérimaire. C'était une disposition prévue à la fois par Genève I et Genève II. Et pourtant, quand la Ligue arabe a fait cette proposition au Conseil de sécurité quelques mois auparavant, les Russes ont opposé leur droit de veto. On constate comme une contradiction, que j'espère la Russie pourra clarifier compte tenu engagements que nous avons avec elle.

La Russie a également des problèmes de terrorisme car, vous le savez, ils ont ce problème tchétchène, et d'autres... Nous essayons de leur dire que, s'ils résolvent les questions au Moyen-Orient, ces problèmes diminueront progressivement ailleurs également. Ces images monstrueuses que les gens continuent de voir à la télévision, sur YouTube, Facebook et d'autres moyens de communication, et les gens tués, massacrés, etc. Cela montre la violence et l'attitude très nihiliste et anarchique de certaines personnes. Oui, elles sont issues de nos communautés mais ce ne sont pas uniquement nos communautés qui approvisionnent fahesh en jeunes gens. Regardez combien d'Européens

et d'Américains et autres ont rejoint fahesh. C'est un problème qui nous touche tous et le traiter de la sorte est la meilleure façon de s'y prendre.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Vous dites que vous êtes d'accord avec les Turcs, notamment que le régime d'Assad doit être renversé, mais par qui serait-il remplacé ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Il doit assurément être remplacé par un accord intérimaire inclusif, comme ce qui a été mis en place en Irak. La proposition de la Ligue arabe de la fin 2011 et 2012 prévoyait un gouvernement dans sa configuration actuelle. Elle nommait même Bachar El-Assad vice-président et comme représentant de ce gouvernement. Ceci dans une coalition incluant l'opposition. La France, l'Arabie saoudite, les États-Unis et d'autres pays reconnaissent la Coalition nationale syrienne comme représentante légitime du peuple syrien.

Il existe des moyens d'y rallier d'autres gens. Je constate que les Russes discutent désormais avec la Coalition, c'est une avancée. Ils parlent à d'autres au sein de l'opposition en Syrie. Le Royaume n'est opposé à aucune formule tant que celle-ci est inclusive. Le problème avec M. Assad est similaire à celui des Iraniens vis-à-vis du peuple syrien. Il est le principal accusé que le peuple syrien aimerait voir traîné devant la Cour pénale internationale, comme M. Milosevic. Combien de personnes Milosevic a-t-il tuées ? 100 000, peut-être, ou 150 000. M. Assad a dépassé ce chiffre et va continuer. Un gouvernement véritablement inclusif en Syrie permettrait de résoudre les problèmes.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Je vais poser une dernière question avant de prendre d'autres questions. Je vais essayer de résumer. Toutes les grandes puissances ne sont pas d'accord fondamentalement sur au moins une des questions, sinon plusieurs. Elles ne peuvent apporter de solution. Parfois, quand les Européens pensent restaurer l'ordre européen, la référence historique invoquée est le Congrès de Vienne, au sortir des guerres napoléoniennes. Pensez-vous qu'il soit possible d'organiser une conférence de Genève élargie, ou autre chose ? Cela impliquerait les principales puissances de la région, les puissances régionales et les principales puissances extérieures. Cela supposerait qu'il y ait au moins un accord sur le souhait de parvenir à un accord. Et même cela n'est pas certain, bien entendu. Pensez-vous que ce que je dis fait sens ? Et sinon, quelle serait l'alternative ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Il semble que le président français ait une idée de la sorte pour le conflit palestinien. On lit dans les journaux qu'il souhaite proposer une conférence internationale pour parvenir à un accord sur la Palestine. C'est sans doute opportun car, on l'observe dans le cadre des Nations unies, la question est sur le tapis depuis plus d'un demi-siècle sans réel progrès néanmoins. On vient d'observer quelque chose qui va peut-être constituer le dernier effort d'un secrétaire d'État américain pour réunir Palestiniens et Israéliens. Peut-être y a-t-il là une nouvelle voie pour la que communauté internationale agisse. C'est peut-être un moyen d'y arriver. S'il réussit en Palestine, cela pourrait donner un nouvel élan et permettre de trouver des solutions dans d'autres endroits.

Je dirais toutefois que sur des questions comme la Syrie par exemple, pour que ces questions soient résolues il faudrait – dans la mesure du possible – que le peuple syrien soit invité à trouver ses propres solutions. Savez-vous comment on peut le faire ? En Syrie, la grande majorité des habitants sont des citoyens, et les villages et les villes élisent leurs représentants. C'est ainsi depuis l'époque ottomane, et cela s'est fait même sous le parti Baas de M. Assad. Il y a les syndicats en Syrie. À l'instar de tous les gouvernements soi-disant socialistes et nationalistes arabes du monde arabe, le gouvernement syrien a utilisé les syndicats pour maintenir son influence et son pouvoir sur différentes parties de la société.

Vous avez également la composition tribale de la Syrie. On entend dire que souvent fahesh tue dans ces régions tribales de Syrie et d'Irak. Les représentants de ces groupes peuvent être invités à participer à un congrès national dans une capitale neutre. Cela pourrait s'organiser n'importe où en Europe ou en Asie, peut-être à Séoul. Pourquoi pas ? Qu'ils proposent leurs propres idées à l'égard d'une solution pour que la Syrie ne soit plus l'État fracturé qu'elle est à l'heure actuelle. La Coalition nationale syrienne peut être un acteur de ce renouveau et même des représentants du gouvernement actuel de Damas peuvent être conviés.

Ainsi, vous éloignez les sensibilités et les questions de qui soutient qui. La Turquie soutien untel, l'Arabie saoudite tel autre, et l'Iran encore autre chose. L'Amérique fait ci, la Russie fait ça. Je pense que cette idée pourrait permettre une meilleure compréhension si elle est travaillée. Il y a de nombreuses personnes brillantes qui pourraient être utiles pour promouvoir cette idée. Peut-être que la World Policy Conference peut jouer un rôle.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Je l'espère. Et j'espère que quelques esprits éclairés ici vont nous trouver la solution dans les 10 prochaines minutes. Cela dit, pensez-vous que les frontières Sykes-Picot puissent survivre sur le long terme ?

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Tout le monde a un avis sur les frontières Sykes-Picot. Mais si nous essayons aujourd'hui de les modifier, où allons-nous nous arrêter ? Intéressons-nous ne serait-ce qu'à la question kurde. On recense des Kurdes en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran. Toute conception d'un État kurde indépendant entraînera un conflit de tous ces pays avec les Kurdes. On peut faire la même chose avec d'autres nationalités ou d'autres ethnies, par exemples les Alawites en Syrie. Il y a des Alawites au Liban et en Turquie et il y en a même plus qu'en Syrie. Allez-vous vous arrêter à la Syrie ? Ou allez-vous également aller en Turquie, etc.

Peut-être est-il possible de commencer quelque chose, mais qui va y mettre un terme ? Je ne pense pas que nous ayons aujourd'hui les moyens militaires ni même peut-être les moyens moraux que le Traité de Versailles a eus à la fin de la Première guerre mondiale. À l'époque, les gens ont accepté les frontières telles qu'elles avaient été définies.